

Le Kivu

Terre de plomb et d'argile

●●● **Olivier Labarthe**, *Thônex (GE)*
Pasteur

« Il y a une espérance pour Goma, le Kivu et la République démocratique du Congo. Solidaires de la population locale, ne perdons pas courage. »

Fort de son expérience au sein de la Commission tiers-monde de l'Eglise protestante de Genève, Olivier Labarthe témoigne de la puissance de la puissance de vie des populations de la région, malgré les terribles drames dont ils sont victimes depuis des années, otages d'intérêts internationaux qui leur échappent.

Bien sûr, à l'écoute des nouvelles de nos médias et des propos de certains, rien de bon ne peut venir du Kivu (centre-est de la République démocratique du Congo). D'ailleurs, le cercle répétitif des pillages, des massacres, des exactions et des viols ne peut appartenir qu'au royaume des ténèbres. L'incapacité notoire d'un Etat à assumer ses devoirs dans les domaines élémentaires de la sécurité alimentaire, de l'éducation publique, de la communication routière et de la santé, et à faire reconnaître ses droits dans l'exploitation des matières premières, minerais et produits vivriers, en dit long sur les ravages de la corruption et sur la puissance de certains acteurs économiques transnationaux.

Et pourtant, c'est dans cette région du Kivu, grande comme la France, que, depuis presque vingt ans, la Commission tiers-monde de l'Eglise réformée de Genève et l'Entraide protestante suisse collaborent avec des associations locales de développement, basées à Goma, dans le Rutschuru et à Butembo. « Tenir envers et malgré tout grâce à une solide formation de base », fondée sur une pédagogie active des mathématiques et de l'écriture, tel a été notre slogan tout au long de ces années où les difficultés n'ont pas manqué.

Ce programme permet aux petits paysans, regroupés en organisations de base, d'apprendre à calculer et à écrire à partir de leur savoir-faire. C'est-à-dire, à prendre la mesure de leur travail de cultivateurs et de leur économie domestique et sanitaire, afin d'améliorer leur production et leur mode de vie. Ainsi les paysans peuvent se rendre au marché en sachant peser leur marchandise, sans se faire voler, comme ils disent volontiers. Ils prennent part à une caisse villageoise de micro-crédit et peuvent assurer le renouvellement des semences, l'achat de médicaments et accéder à un meilleur savoir-être.

L'importance du savoir

A chacune de nos visites sur le terrain, nous avons été témoins de cette lente transformation des conditions de vie des populations paysannes. Elles savent mieux que personne ce que veut dire « tenir » !

A chaque fois, nous avons aussi dû entendre et réaliser que depuis notre dernier séjour, des femmes avaient été violées pour la xième fois, que des familles entières avaient été décimées par des bandes armées, que des récoltes avaient été emportées, du bétail tué et des maisons et des biens pillés. Mais que les « savoir-faire » et « savoir-être » acquis par ces populations meurtries,

par le biais des organisations de base et la persévérance de leurs animateurs, leur avaient donné la possibilité d'un autre départ.

Lorsqu'en 2004 les élections nationales furent décidées, les organisations de base mirent au point dans le Kivu un programme de formation citoyenne pour donner à chacun et chacune la capacité de comprendre les règles élémentaires d'une consultation démocratique. Cette démarche explique en partie pourquoi le Kivu a eu le taux de participation le plus important du pays.

Des enjeux internationaux

Or il faut se souvenir que le processus électoral devait se réaliser sur trois niveaux : le premier, l'enregistrement des électeurs ; le deuxième, les élections des chambres et du président ; le troisième, celles des conseils municipaux et régionaux. Largement réclamé, puis soutenu par la communauté internationale, le processus ne connut en fait que les deux premières étapes, satisfaisant ainsi principalement les demandes de la communauté internationale. La troisième, la plus significative pour la population locale, ne fut jamais réalisée faute d'engagement politique.

Les structures internes, héritées de la colonisation et du règne de Mobutu, demeurent donc inchangées aujourd'hui, et les responsables des collectivités locales continuent à être désignés par l'autorité centrale, selon le principe du clientélisme. L'effort national de redressement démocratique est donc resté inachevé et l'espoir de la population de mieux prendre en main son destin a été fortement déçu.

Cette réalité démontre aussi la délicate situation du pouvoir central, sur lequel compte la population locale, mais qui manque cruellement de moyens alors que son sous-sol est d'une richesse incroyable. Les contraintes économico-politiques transnationales l'empêchent de gérer ses ressources naturelles avec un rendement significatif au bénéfice de l'Etat. Une relation ambiguë et perverse se joue ainsi entre la population, les autorités et les acteurs internationaux. Cela ne profite finalement à personne, si ce n'est aux spoliateurs qui ont tout intérêt à maintenir le marasme de ce pays.

Le Kivu, en vertu de sa richesse naturelle (or, diamant, pétrole, gaz, coltan, forte capacité agricole), est sans doute le parfait reflet de cette situation. Sa population locale est laborieuse, persévérante et inventive. Ce sont les paysans qui ont inventé cette espèce de grosse trottinette en bois nommée *tschoukoudou*, capable de transporter plus de 300 kg. Cette population a su affronter

société

*Membres d'une
Mutuelle de solidarité à
Butembo (Nord-Kivu)*



l'éruption volcanique de janvier 2002, qui a détruit l'entier des dépôts agro-alimentaires de Goma, en dynamisant l'économie vivrière. Elle a su faire face, en 1994, à l'irruption migratoire de près d'un million de réfugiés rwandais, en assurant le premier accueil et en offrant, grâce à son arrière-pays, une réserve alimentaire de première importance. Elle a vu les camps se remplir, elle les a vus se vider. Et elle n'a pas compris pourquoi la communauté internationale a accepté l'entrée dans ces camps du matériel de guerre des troupes fuyant le Rwanda...

Cette « protection » de soldats en déroute, sans désarmement préalable, a jusqu'à aujourd'hui des conséquences majeures. Car à la dislocation des camps, les troupes se sont dispersées dans la forêt, les hommes pillant, les femmes transportant leur butin jusqu'au Rwanda ! Les propositions des autorités rwandaises disposées à réintégrer ces anciens soldats n'ont guère été saisies ; les invitations à déposer les armes et à rejoindre l'armée nationale congolaise ont eu peu d'effets.

C'est contre ces bandes armées que Laurent Nkunda, général sécessionniste et indépendantiste des forces congolaises, a lancé ses bataillons pour restaurer l'unité et la dignité du Congo. Or il s'avère qu'il était notoirement soutenu par le Rwanda car, soupçonne-t-on, derrière cette action « militaire », ce serait le commerce douteux de minerais précieux qui serait favorisé.

Une nouvelle colonisation

Après toutes ces années d'affrontements et de tensions communautaires, une conférence réunissant toutes les parties en cause s'est appliquée enfin, en janvier 2007, à mettre à plat les souf-

frances subies et les incompréhensions qui opposent les multiples collectivités politiques, économiques et sociales de cette région. Chacun à sa manière a pu dire ses espoirs de paix et esquisser des propositions pour y parvenir.

Or l'Etat congolais, partie prenante de cette conférence, n'avait alors toujours pas les moyens de répondre aux aspirations de la population. Laurent Nkunda a donc continué à semer la terreur dans l'arrière-pays de Goma, contraignant la population locale à une migration permanente. Massacres, pillages, viols, voilà le lot de ceux qui croisèrent la route de ces bandes armées. Les troupes congolaises, probablement affaiblies par les brassages successifs d'éléments disparates, n'ont pas eu la capacité de reprendre le contrôle du Kivu ; les forces de la MONUC¹ se sont contentées de dresser des bilans « post-opérationnels », n'ayant pas la compétence d'interventions rapides. A cette turbulence, il faut encore ajouter d'autres éléments armés, animés par diverses revendications territoriales, dont celles des MaïMaï.²

Depuis janvier 2009, une nouvelle étape est en train de se jouer dans le conflit.³ Des troupes angolaises, puis rwandai-

- 1 • Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo.
- 2 • Groupes armés constitués au départ pour résister aux groupes rebelles congolais proches du Rwanda. (n.d.l.r.)
- 3 • Les gouvernements rwandais et congolais qui avaient des intérêts divergents ont dessiné une nouvelle alliance. Les troupes rwandaises ont été déployées dans le Nord-Kivu pour mener une opération conjointe avec les militaires congolais, contre les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR, formées d'anciens militaires hutus qui ont trouvé refuge au Nord-Kivu depuis 1994). L'opération a été déclenchée le 20 janvier. En échange de l'aide congolaise, Laurent Nkunda, un tutsi, responsable du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), a été arrêté au Rwanda le 22 janvier. (n.d.l.r.)

ses sont venues renforcer le dispositif militaire de l'armée congolaise. Laurent Nkunda a été arrêté et emprisonné en janvier, à Kigali. Ses bataillons sont en passe de rejoindre l'armée nationale congolaise. La population est encore sous le choc des derniers combats et peine à retrouver sa sérénité.

On peut soupçonner que l'objectif de Kigali, avec l'appui de certains pays occidentaux, est de permettre l'occupation du Kivu par l'armée rwandaise pour « pacifier » le Kivu à sa manière, afin de ne pas laisser tous les profits miniers à la Chine, qui investit des milliards de dollars en RDC et dans d'autres pays d'Afrique.

Sa contrepartie serait de fournir du travail à la population par la réalisation d'infrastructures (routes, écoles, centres de santé, etc.). Une nouvelle forme de « coopération », sans contraintes sur la question des droits humains et de l'environnement... une colonisation qui se poursuit comme par le passé !

L'espoir vient du peuple

Seul un Etat congolais fort, libéré de la gangrène de la corruption et du clientélisme, pourra édicter les règles équitables de ce commerce juste. En aura-t-il la force et la détermination ? Les puissances étrangères, économiques ou politiques, lui en donneront-elles les moyens ? La population locale, souvent désabusée par tant d'années de non-Etat, trouvera-t-elle l'énergie et la patience, avant de céder au désespoir capable de toutes les révoltes ? A parcourir les richesses insoupçonnées du Kivu et de sa population, on se prend à croire qu'il y a encore un énorme espoir pour ce beau pays.

Là, dans ces régions souvent peu accessibles, des hommes et des femmes résistent avec leur dignité, prêts à participer au développement de la région quand une paix durable sera venue. Entre les temps d'affrontements, sont plantés, récoltés et transportés vers les centres de commercialisation les choux, les poireaux, les pommes de terre et les oignons. Le café, le cacao, la banane et la vanille n'attendent que la paix pour reprendre leur place dans la grande distribution, au-delà du Kivu.

Il faut donc poursuivre le développement du savoir-faire et du savoir-être des membres des organisations paysannes, afin qu'ils deviennent des acteurs et des actrices lucides des filières économiques de la région. Afin qu'ils ne se fassent pas purement et simplement exploiter, comme c'est le cas des gratteurs d'or ou de diamants. Ce serait sinon une autre mort pour eux. Ils perdraient leur dignité de producteurs, pour satisfaire à l'exploitation des matières premières organisée par les acteurs transnationaux.

O. L.